

Une crise qui se poursuit sous d'autres formes

On pourrait croire que la crise du logement s'est terminée avec la fin de la longue pénurie d'appartements locatifs que le Québec a vécue au cours de la décennie 2000. Il n'en est rien.

Le logement social : une urgence.
Photo : Réal Michaud



- Selon des données provenant du gouvernement fédéral, 270 340 ménages, représentant 22,1 % des locataires, ont des « besoins impérieux de logement » au Québec. Or, ce chiffre n'inclut ni les personnes en situation d'itinérance, ni les 81 280 locataires qui doivent englober plus de 100 % de leur revenu pour se loger, d'après l'Enquête nationale auprès des ménages menée en 2011 par Statistique Canada.
- Entre 2001 et 2011, le loyer médian a augmenté de 30 % au Québec, alors que le revenu médian des locataires n'a progressé que de 23 %.
- À Montréal, le nombre de ménages locataires versant plus de la moitié de leur revenu pour se loger s'est accru de 12 % en dix ans et se chiffre à 102 480. À Gatineau, la progression a été de 22 %.
- Parmi les 227 835 ménages locataires payant plus de la moitié de leur revenu en loyer, 53 % ont une femme comme principal soutien financier.
- À l'automne 2014, le taux de logements inoccupés des appartements familiaux de trois chambres à coucher et plus était inférieur à 1 % dans plusieurs villes du Québec, de même que dans des arrondissements de Montréal. Or, les gouvernements eux-mêmes considèrent qu'il manque de logements locatifs quand ce taux est inférieur à 3 %.
- Selon l'Enquête nationale auprès des ménages, 104 410 logements ont besoin de réparations majeures et 101 020 sont de taille insuffisante. Parmi les ménages locataires ayant immigré plus récemment au Québec, 28,5 % demeurent dans un logement trop petit par rapport à la taille de leur famille.
- Une étude récente de l'Assemblée des Premières nations du Québec et du Labrador révèle que 9433 logements devraient être construits de toute urgence dans les communautés qu'elle représente, dont 5032 uniquement pour faire face au problème actuel de surpeuplement. Sur le territoire inuit du Nunavik, au nord du Québec, le taux de logements surpeuplés est de 42 %.
- Les ressources pour personnes itinérantes constatent une aggravation de ce problème, partout au Québec. À Montréal, la fréquentation des refuges pour hommes croît sans cesse depuis 2008, 69 327 nuitées ayant été offertes lors de l'hiver 2013-2014. Les ressources pour femmes, elles, ne suffisent pas à la demande, le taux d'occupation des lits ayant été de 104 % au cours des deux dernières années.

Pour la survie du logement social

Loin de se donner les moyens de répondre à tous ces problèmes, les gouvernements tendent de plus en plus à s'en laver les mains.

Au Québec, le dernier budget du gouvernement libéral de Philippe Couillard a sabré de moitié le nombre de logements sociaux réalisés annuellement au Québec. Alors que les derniers budgets prévoient le financement de 3000 nouveaux logements coopératifs et sans but lucratif à chaque année, ce qui était déjà nettement insuffisant par rapport aux besoins, le ministre des Finances, Carlos Leitão, a fait chuter ce nombre à 1500.

Le gouvernement a tenté de déguiser cette coupe avec une formule de « remplacement » qui ne représente rien de moins qu'une privatisation de l'aide au logement. En 2015-2016, il financera la location de 1000 logements vacants, pour l'essentiel des appartements privés, afin d'y loger des ménages en difficulté. Ce nombre montera à 1200, à chacune des quatre années suivantes.

Or, ce programme, baptisé supplément au loyer privé, n'a pas du tout les mêmes impacts que le logement social. Il ne permet pas la construction de nouveaux logements. Il n'améliore pas la qualité du parc existant. Il ne permet pas

d'intervenir pour revitaliser des milieux de vie, ni pour contrer la gentrification des quartiers centraux. Il ne sort surtout aucun logement de la logique du profit.

Du côté fédéral

Quant au gouvernement fédéral de Parti conservateur de Stephen Harper, non seulement ne consacre-t-il que des miettes de 250 millions \$ à l'échelle du Canada à ses investissements dans le logement dit abordable, mais il se retire à grande vitesse du financement qu'il accorde depuis des décennies aux logements sociaux existants.

En 2015 et 2016, 3000 logements coopératifs et un nombre au moins similaire de logements gérés par des organismes sans but lucratif en habitation perdront leurs subventions fédérales au Québec. Il en résultera des hausses majeures de loyer pour les locataires à faible revenu qui habitent une partie de ces logements. Ces appartements ne seront plus jamais aussi accessibles financièrement que par le passé.

À terme, 125 500 logements sociaux, incluant les Habitations à loyer modique (HLM), seront privés des subventions fédérales.

Un camp qui a des appuis

Des organisations majeures

Une vingtaine d'organisations québécoises soutiennent également le Camp, dont trois centrales syndicales, des syndicats indépendants, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, la Fédération des femmes du Québec, Médecins du Monde Canada, le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance Québec et le Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale.

Des appuis internationaux

Trois organisations internationales de lutte pour le droit au logement et à la terre ont appuyé le Camp, tout comme de nombreux groupes de France, d'Italie, du Bénin du Burkina-Faso, du Mali et du Togo.

La liste de tous les appuis est disponible sur le site <http://www.frapru.qc.ca/camp/>

Des personnalités publiques

Quarante personnalités bien connues ont accepté d'associer leur nom au Camp et, dans plusieurs cas, de participer à ses activités. Les personnes suivantes figurent parmi celles qui ont démontré leur solidarité.

François Avard, auteur
Normand Baillargeon, essayiste et professeur
Paule Baillargeon, actrice et réalisatrice
Michel Côté, acteur
Michèle Deslauriers, actrice
Lise Dion, humoriste et actrice
Philippe Falardeau, cinéaste
Margie Gillis, chorégraphe et danseuse
Andrée Lachapelle, actrice
Robert Lalonde, écrivain et acteur
Claude Laroche, acteur
Véronique Le Flaguais, actrice
Robert Lepage, auteur et metteur en scène
Alexis Martin, acteur et dramaturge
Gilles Renaud, acteur
Judy Richards, auteure-compositrice-interprète
Chloé Sainte-Marie, chanteuse et actrice
Samian, rappeur
Réjean Thomas, médecin

Pour le droit au logement

Le Camp pour le droit au logement s'inscrit dans une campagne amorcée à l'automne 2014 et qui comprenait plusieurs autres interventions, dont des actions et des manifestations nationales, la publication d'un Dossier noir sur le logement et la pauvreté et du document Femmes, logement et pauvreté, de même que la diffusion d'une série de capsules vidéos visant à donner un visage aux besoins et aux réussites en matière de logement social. Les outils produits sont disponibles sur le site web du FRAPRU au www.frapru.qc.ca.

Les revendications du Camp et de la campagne *Le logement, un droit* sont les suivantes :

1. Accroissement majeur des investissements en habitation du gouvernement québécois, de manière à financer 50 000 nouveaux logements sociaux en cinq ans;
2. Maintien par le gouvernement fédéral de ses subventions aux logements sociaux existants et augmentation de 2 milliards \$ par année de son aide au développement de nouveaux logements sociaux.



Des activités pour tous et toutes!

Diverses activités, ouvertes à la population, seront organisées lors du Camp ! Entre autres :

Des ateliers, dont :

- « Lutte des chômeurs et chômeuses » (MAC et CCEM), vendredi 22 mai, 13h15
- « Aide sociale : connaître ses droits » (Ser. jur. comm. Pte-St-Charles), vendredi 22 mai, à 15h
- « Itinérance : Déconstruire les préjugés » (RAPSIM), samedi 23 mai, à 10h
- « ABC des droits des locataires » (RCLALQ), dimanche 24 mai, à 15h15
- « Austérité et environnement » (RQGE), lundi 25 mai, à 10h

Des conférences :

- « L'autogestion, c'est quoi ça ? », vendredi 22 mai, à 16h30
- « Austérité et capitalisme », samedi 23 mai, à 18h30
- « Un toit pour le peuple: luttes populaire et logement social » (avec projections), samedi 23 mai, à 21h
- « Répression politique et judiciaire », dimanche le 24 mai, à 18h30

Des actions !

Points de rendez-vous au Camp : vendredi à 10h30, samedi à 13h et dimanche à 10h.

Un spectacle de musique, vendredi 22 mai, à 21h

Et une visite guidée du quartier (CLVM), samedi 23 mai, rendez-vous à 15h.

L'horaire détaillé des activités sera publié en ligne au www.frapru.qc.ca/camp



Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) existe depuis 1978 et est formé de 160 groupes, dont 28 qui sont au cœur de ses actions et de ses interventions.

1431, rue Fullum, bureau 201,
Montréal (Québec), H2K 3M3
514-522-1010
frapru@frapru.qc.ca

Site web : www.frapru.qc.ca
Facebook : www.facebook.com/FRAPRU.logement
Twitter : @FRAPRU

Un autre camp, érigé à Québec celui-là, lors du 400e anniversaire de la ville.
Photo : François Roy.